

Gaza à nouveau bombardée par Israël, une population traumatisée, des enfants tués : pourquoi ?



Une fois de plus, depuis le 9 mai, la Bande de Gaza est sous le feu et la violence des bombardements israéliens meurtriers. Une fois de plus, l'armée israélienne bombarde, détruit, sème la terreur dans cette enclave surpeuplée, soumise à un blocus inhumain depuis presque 16 ans.

La population ne dispose d'aucun lieu pour s'abriter, il n'y a pas de cave à Gaza. Il n'y a pas non plus de système de défense aérienne à Gaza, les avions israéliens attaquent sans prendre le moindre risque. Les bombes tombent partout, l'insécurité est partout, les traumatismes aussi.

En cinq jours, ces bombardements ont fait 33 morts dont 7 enfants, plus d'une centaine de blessés, et toujours plus d'habitations détruites. Le directeur d'un hôpital fait partie des victimes.

En prétendant viser par ses raids les responsables d'une organisation palestinienne qui ne représentait pour lui aucune menace immédiate, l'Etat d'Israël s'enfonce dans une logique criminelle d'assassinats ciblés extrajudiciaires et de « guerre préventive », et prépare un avenir de guerre sans fin. En le faisant au prix de lourdes pertes dans la population civile, il commet des crimes de guerre.

D'une manière particulièrement cynique, les attaques contre la Bande de Gaza servent avant tout la politique intérieure israélienne, pour cimenter une coalition gouvernementale

d'extrême-droite de plus en plus fragilisée par la contestation d'une partie importante de la population israélienne.

Nous vivons l'expérimentation et la mise en place en vraie grandeur d'un processus monstrueux : l'enfermement sans limite de temps d'une population de deux millions d'habitants, la ruine de son économie, le désespoir organisé de sa population, des attaques militaires et des bombardements meurtriers chaque fois qu'elle relève la tête. C'est un des visages les plus hideux du régime d'apartheid que l'Etat d'Israël fait subir au peuple palestinien dans son ensemble. Seule l'inaction des Etats rend cela possible. A l'inverse, seules les réactions vigoureuses des Etats et des citoyen-nes partout dans le monde pourront y mettre fin.

En ces jours de commémoration des 75 ans de la Nakba, il est important de rappeler que 70% des habitants de la Bande de Gaza sont des réfugiés, auxquels Israël refuse tout droit au retour en violation des résolutions de l'ONU. Aujourd'hui, c'est toujours le même déni de leurs droits, c'est le même processus commencé il y a 75 ans qui continue sous de nouvelles formes, dans un projet d'exclusion et d'expulsion totalement assumé par le gouvernement israélien d'extrême-droite.

Pour le cinquième jour consécutif, les attaques israéliennes continuent sur la Bande de Gaza, et les points de passage restent fermés aux personnes et aux marchandises. L'AFPS appelle les autorités françaises et celles de l'Union Européenne à exiger d'urgence l'arrêt immédiat des opérations militaires contre la Bande de Gaza et la réouverture des points de passage.

A l'occasion des nombreux rassemblements et manifestations qui sont organisées pour les 75 ans de la Nakba, nous appelons à de larges mobilisations dans toute la France pour rappeler aussi notre solidarité avec les Palestiniens de Gaza et notre refus de la politique monstrueuse menée par l'Etat d'Israël contre toute leur population.

Le Bureau national de l'AFPS, le 13 mai 2023